L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 28 FEVRIER 1873. 46me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI MATIN, 28 FEVRIER.

Prix de l'abonnement.

1 an	$14
6 mois	7
3 mois	3 50
1 mois	1 25
Prix du numéro	5 cents.

AVIS.

L'Abeille ne se vend que 5 cents le numéro dans nos bureaux et au dehors.

ABONNEMENTS A LA SEMAINE.

On peut s'abonner à la semaine avec les porteurs de l'Abeille.

EDITION HEBDOMADAIRE.

Nous publions tous les samedis une édition hebdomadaire renfermant toutes les matières qui ont paru pendant la semaine. Prix, $5 par an, et 10 cts le numéro.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par le shérif, à l'entrepôt No 74 rue ste Anne—fonds de magasin de marchandises sèches.

Par Placide J. Spear, au No 34 rue Villeré—un lot de meubles.

Par Louis Stern & Bros., dans leur salle d'encan, au No 38 de la rue de Chartres—bottes, souliers et brodequins.

Par Eugène Tournié, au pied de la rue Poydras—pommes de terre.

Par Hoffman, Marks & Co., à leur salle d'encan, au No 38 de la rue de Chartres—lingerie fine, "notions", articles de fantaisie et tabacs; chapeaux d'astrakan.

ATTENTION!

Le shérif procédera aujourd'hui, à 10 1/2 heures A. M., à son entrepôt, No 74, rue ste Anne, entre celles Royale et Bourbon. Deuxième District. A l'adjudication du fonds d'un magasin de marchandises sèches, etc.

SPECTACLES.

Vendredi, 28 Février 1873.

VARIETES.—La Belle Hélène.
ACADEMIE.—Adrienne la Actrices.
ST-CHARLES.—Le Roi Carotte.
MUSEE D'ANATOMIE.—40 rue St Charles.

Le meeting de ce soir.

Voilà cinq ans que le peuple de la Louisiane a vu un gouvernement, librement choisi par lui, renversé par les lois de reconstruction du Congrès et remplacé par un gouvernement d'aventuriers et de pillards, sous d'un enregistrement frauduleux et d'une élection viciée par la violence et la fraude. Une nouvelle intervention de la force armée a remis en question le résultat de l'élection du 4 novembre 1872, qui nous avait ouvert une perspective de délivrance; et, depuis bientôt quatre mois, nous restons en suspens, entre deux gouvernements qui se disputent le pouvoir, attendant avec anxiété une décision de Congrès qui n'arrive jamais.

La crise est, maintenant, à son apogée. Il faut qu'elle ait une solution avant le 4 mars.

Le président Grant n'a pas laissé de doute sur ses intentions. Si le Congrès n'a rien décidé avant de s'ajourner, le Président sera forcé autorisé à soutenir le gouvernement usurpateur de Kellogg et à l'aider à supprimer le gouvernement légal de la Louisiane au moyen des forces militaires des Etats-Unis.

La perspective d'être livrés à la tendre merci de l'assemblée réunie au Mechanics' Institute, pendant deux années et probablement pour une période de temps indéfinie, a de quoi décourager les esprits les plus forts. Ce serait le coup de grâce donné à notre agriculture, à notre industrie et à notre commerce; car on pourrait s'attendre à voir continuer le système de dilapidations, de vols et de corruptions qui nous a amené sur le bord de l'abîme de la banqueroute. Augmentation de la dette, surcroît d'impôts, nouveaux monopoles, misère et ruine, voilà ce que nous promet le maintien de M. Kellogg et de sa législature.

Quels sont les Louisianais qui peuvent envisager de sang-froid un avenir aussi sombre? Droits, libertés, fortunes présentes, avenir de la génération nouvelle, tout serait abîmé. Une législature, composée, en majorité, de nègres, brutaux, ignorants et avides, se sentant soutenue par les baïonnettes fédérales, se croirait tout permis, et Dieu sait à quels excès législatifs elle se laisserait entraîner par les aventuriers blancs ou noirs, qui cherchent toujours à pêcher en eau trouble des gains illicites.

Comment éviter une éventualité qui équivaudrait pour la Louisiane à une véritable catastrophe?

Le gouverneur McEnery et ses conseillers ont pensé qu'il n'y avait qu'un seul moyen, qui fut de provoquer une solution définitive avant le 4 mars, afin d'enlever au Président Grant l'occasion de soutenir le gouvernement de M. Kellogg.

Le gouvernement de McEnery, déjà reconnu par les membres sur six du comité du Sénat, comme le seul gouvernement *de jure* de la Louisiane, doit devenir aussi, incontestablement, le seul gouvernement *de facto*.

Le gouverneur et la Législature ont pris dans ce but des mesures que nous avons déjà fait connaître. Mais ce gouvernement, avant d'agir, a cru convenable de convoquer le peuple de la Nouvelle-Orléans pour avoir son approbation et son appui pour les mesures qu'il a jugées nécessaires dans les circonstances présentes.

L'objet du meeting qui doit avoir lieu sur la place Lafayette, à sept heures, ce soir, VENDREDI, est donc d'écouter l'exposé de la situation, de délibérer et d'adopter des résolutions qui feront connaître au gouvernement qu'il peut compter sur l'appui de la population, appui moral matériel et financier, dans le parti qu'il entreprendra pour le salut de la Louisiane.

Il importe donc que le meeting de ce soir soit aussi nombreux que possible, afin qu'il n'y ait pas de doute sur les sentiments et les intentions de la population. Si le peuple répond en masse à l'appel qui lui est adressé, il n'y aura pas de conflit sérieux à craindre, car la police du colonel Badger ne sera pas disposée à lutter contre toute une population, et les gens du Mechanics Institute, livrés à leurs seules ressources, ne songeront pas à engager une lutte.

Tant que le Congrès sera en session le président Grant n'osera sans doute pas prendre sur lui d'intervenir, avec les troupes fédérales, entre les deux gouvernements de la Louisiane; s'il le fait, un appel sera adressé immédiatement au Congrès par le gouverneur McEnery et la législature pour obtenir protection contre cette violence, et le Congrès sera mis en demeure de se prononcer, d'une façon ou d'une autre, avant de s'ajourner.

La situation est arrivée à un point où il faut absolument brusquer le dénouement. Que le peuple tout entier de la Nouvelle-Orléans se lève donc et se prononce en faveur du gouvernement de son choix! Si le gouvernement fédéral, au lieu de lui rendre la justice qu'il réclame, lui impose encore une fois un gouvernement n'ayant d'autre titre que la force des baïonnettes, eh, bien! la question sera posée devant le pays et les Louisianais auront au moins la satisfaction d'avoir lutté jusqu'au bout, en hommes de cœur et en patriotes, pour la défense de leurs droits, de leurs libertés et pour le salut de leur Etat!

VINS! VINS!—La maison C. Cavaroc & Son, 5 et 7, Exchange Place, ai notre annonce aujourd'hui, dans nos colonnes, qu'elle a reçu, par le steamer *Louisiana*, venant de Bordeaux, une grande consignation de vins rouges et de vins blancs des meilleurs crus, des eaux de vie Dautzick, des caisses de Chartreuse verte et jaune, du Sherry, et beaucoup d'autres vins et liqueurs. Voyez l'annonce.

☞ Le Baume Pectoral aux Navets Indiens de Laplace poursuit avec succès son œuvre de guérison. Pas de rhume, pas une bronchite ne résiste à ses effets bienfaisants. Les personnes atteintes de ces affections feront bien d'en user immédiatement. A vendre par B. Laplace, pharmacien, 23 et 25, Champs-Elysées, et aux principales pharmacies.

La Candidature de Warmoth.

Lorsque des membres du comité des citoyens sont allés demander au gouverneur Warmoth de faire preuve de quelque abnégation[1] en retirant sa candidature au Sénat des Etats-Unis, candidature qui était de nature à faire du tort à notre cause, ils n'ont obtenu de lui qu'un refus.

Que M. Warmoth tienne à sa candidature, cela prouve que son ambition égoïste domine chez lui toute autre considération, et il n'y a rien là qui nous étonne, mais ce que nous ne comprendrions pas, ce serait que la majorité de nos législateurs et de nos représentants pût un seul instant hésiter entre l'intérêt de cette candidature et le sort de notre Etat. Il serait temps, il nous semble, de mettre de côté cette candidature inutile et de province à une élection définitive, de le but d'envoyer à Washington un Louisianais honorable, acceptable à tous les partis et qui puisse, avec quelque chance de succès se présenter, mar li prochain, à notre vieux Sénat, en opposition avec Pinchback.

Qu'on y songe; si nous venons à échouer au moment de toucher au port uniquement à cause de cette question nationale, ceux qui auraient amené cet échec par leur obstination à soutenir un homme, auraient assumé sur leurs têtes une bien lourde responsabilité.

Débats importants au Congrès.

Les débats qui ont eu lieu, hier, au Congrès, dans les deux Chambres, sur les affaires de la Louisiane, sont très importants; nos lecteurs les trouveront rapportés dans nos dépêches télégraphiques.

Au Sénat, M. Carpenter, républicain et auteur du rapport de la majorité du comité, a déclaré nettement que le Congrès ne pouvait s'ajourner sans résoudre la question louisianaise et que, selon lui, il n'y avait que deux solutions possibles: la reconnaissance du gouvernement Mc Enery ou une nouvelle élection. M. Carpenter a figuré comme l'un des adversaires de notre avocat-général Ogden devant la Cour Suprême des Etats-Unis. Il avait été engagé comme avocat dans l'intérêt de la clique Kellogg pour soutenir le point de droit opposé à la demande de M. Ogden, pont du droit qui a été admis par la Cour. M. Carpenter a eu ainsi, l'un des premiers, l'occasion d'étudier les faits de l'affaire et on voit qu'il condamne radicalement Kellogg.

A la Chambre, Butler a dit qu'il est indispensable que le Président convoque une session extraordinaire du Congrès. On semble s'accorder à reconnaître la nécessité d'une prompte solution.

Revue des Journaux.

Le *Picayune* commente la proclamation du gouverneur McEnery et la résolution de la législature et il ne doute pas que tout ceux fidèle, dans notre ville, ne réponde "bien agi gouverneur, bravo législature!" Notre confrère engage le peuple à s'accoler pour la défense de l'Etat et à constituer une organisation militaire qui prouve que notre patience n'est pas due à la lâcheté.

Le même journal voit dans le message du Président la preuve de l'échec de sa tentative pour contrôler le peuple de la Louisiane. Le Président croyait avoir tout réglé quand il a fait dire au comité des citoyens qu'il était inutile d'envoyer des délégués à Washington; il s'aperçoit que rien n'est réglé et il demande au Congrès de le tirer des difficultés qu'a produites son intervention tyrannique. Le *Picayune* croit qu'il est probable que le Congrès ordonnera une nouvelle élection.

Le *Picayune* déplore l'immoralité qui règne au Congrès; et il condamne la doctrine mise en avant, pour couvrir Oakes Ames et ses complices dans l'affaire du Crédit mobilier, que le Congrès n'a pas le pouvoir d'expulser ces membres pour faits antérieurs à leur élection.

THÉATRE DES VARIÉTÉS.—BÉNÉFICE D'AIMÉE.—Les admirateurs de cette charmante cantatrice, qui réunit un rare talent de comédienne à des qualités remarquables comme chanteuse, n'oublieront pas de la représentation de ce soir est donnée à son bénéfice. Aimée est venue, comme un rayon de soleil, éclairer un peu de notre triste ciel sombre. Le public voudra donc reconnaissant à son égard, et nous sommes convaincu qu'il y aura foule pour faire fête à cette sympathique artiste, qui doit nous quitter à la fin de la semaine prochaine. On donne, d'ailleurs, un spectacle qui a fait fureur ici et obtenu un grand succès à Paris, *La Belle Hélène*, de Meilhac et Halévy, l'Offenbach au point de vue [illegible].

THÉATRE [illegible]. — Le "Roi Carotte," [illegible] comique, si jamais pièce a été [illegible] hier soir un succès [illegible] faire. Les Martinetti-Bernard [illegible] sont montrés ce qu'ils sont, [illegible] ments de toute la salle.—On répétera le Roi Carotte ce soir.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Un incendie désastreux, qui comptera dans les annales des Compagnies d'assurance, a éclaté hier matin, vers onze heures, dans le Troisième District, au coin des rues Mandeville et Bons-Enfants, dans une bâtisse appartenant au docteur Solanas, et servant d'écurie. — Les flammes, activées par un vent assez vif, ont fait de rapides progrès, et en moins d'une heure tout l'îlot borné par les rues Mandeville et Espagne, Amour et Bons-Enfants, n'était plus qu'un monceau de ruines fumantes.

Les pompiers sont accourus au premier signal d'alarme, mais l'eau manquait complètement, et il a fallu attendre qu'un bateau remorqueur fut envoyé pour jeter l'eau du fleuve dans les fossés d'égout.

Ce retard a été funeste, car pendant ce temps, les maisons, construites pour la plupart en bois, brûlaient comme autant de boîtes d'allumettes, et l'élément destructeur, dont rien n'entravait la marche envahissait six îlots, bornés par les rues Bons-Enfants et Grands-Hommes d'un côté, et par les rues Mandeville et Porte de l'autre côté.

Décrire la désolation générale serait chose impossible.

Plus de cent familles ont jetées sur le pavé, sans [illegible] que sans pain, par cette terrible conflagration. Le quartier détruit était un des plus populeux de la ville et le désastre est immense. C'était un bien triste spectacle que de voir ces malheureux, sortant de leurs maisons en flammes, en emportant à la hâte quelques meubles et leurs effets les plus précieux, parfois aux prises de disputer à l'incendie.

Les rues étaient pleines de débris amoncelés, au milieu desquels se cachaient des femmes éplorées qui voyaient avec effroi pour tout leur petit avoir, amassé si péniblement, s'engloutir en quelques instants dans les flammes. Nous connaissons plusieurs exemples où ces pauvres victimes ont dû, à trois reprises différentes, transporter, dans un lieu qu'elles croyaient à l'abri de tout danger, les restes de leur mobilier, pour les perdre à la fin, en dépit de leurs efforts.

Nous avons rarement assisté à un incendie aussi considérable. La chaleur était si intense, que c'est à peine si l'on pouvait, sans risquer d'être roti, s'approcher de plus de cinquante pas du quartier qui brûlait.

C'était un spectacle tout à la fois grandiose et horrible, et bien fait pour impressionner l'homme le plus indifférent.

Les flammes s'élevaient en serpentant au-dessus du faîte des maisons qu'elles saisissaient et semblaient s'élancer de toit en toit; elles formaient un réseau étroit autour de chaque maison et ne l'abandonnaient que lorsqu'elle n'était plus qu'un amas de débris noircis. Les murs s'écroulaient avec des craquements sinistres, et, aussi loin que la vue pouvait s'étendre, on distinguait, au milieu d'un nuage de fumée, la lueur rougeâtre de l'incendie.

Les pompiers ont fait preuve de courage, comme toujours en pareil cas; mais nous a semblé qu'ils ne travaillaient pas avec assez d'ensemble; qu'ils n'avaient pas de plan arrêté et qu'ils ne s'entendaient pas sur les moyens à employer pour arrêter les progrès de la conflagration.

Nous apprenons avec peine que M. George Tardy, un membre de la Compagnie "Vigilance No 3," du département des pompes à incendie, a été blessé assez grièvement par la chute d'un pan de mur-mitoyen, pendant qu'il s'exposait bravement pour accomplir son devoir.

Le maire Wiltz, qui faisait également preuve de zèle, a été légèrement brûlé au visage.

Pendant l'incendie, le capitaine Rapp, de la police métropolitaine, a arrêté un homme du nom de Dennis Daily, que plusieurs personnes déclaraient avoir vu verser de l'huile de pétrole sur les flammes, dans une maison déjà à moitié consumée.

Aussitôt que cette nouvelle eut circulé de groupes en groupes, il s'est formé un rassemblement assez considérable. La foule, indignée, semblait disposée à mettre en vigueur la loi de Lynch; mais plusieurs policiers ont réussi à tirer de ce mauvais pas l'accusé, Dennis Daily.

Les pertes sont effrayantes, car cent treize maisons ont été entièrement détruites et plus de vingt-cinq ont été endommagées.

Nous publions ici le rapport, détaillé fourni par les inspecteurs au bureau central de la police:

A onze heures, un incendie s'est déclaré dans l'écurie du docteur Solanas, sise rue des Bons-Enfants, entre Mandeville et Espagne.

Les flammes ont fait de rapides progrès, et de n'est que vers trois heures, après que six îlots eussent été presque entièrement détruits, qu'on est parvenu à éteindre le feu.

Voici l'énumération des maisons qui ont été réduites en cendres:

Rue des Bons Enfants, entre Mandeville et Espagne, huit maisons ont été entièrement détruites et trois légèrement endommagées.

Rue Espagna, entre les rues Amour et Bons Enfants, onze maisons ont été détruites.

Rue Espagne, entre Amour et Craps, cinq maisons ont été complètement détruites et deux légèrement endommagées.

Huit maisons ont encore été détruites rue Amour, entre Mandeville et Espagne. Un peu plus tard, neuf autres maisons ont eu le même sort dans la même rue.

Rue Mandeville, entre Bons-Enfants et Remparts, cinq maisons ont été également consumées, y compris l'institut De Soto.

Encore sept autres maisons, rue Craps, entre Espagne et Poète.

Rue Poète, entre Craps et Amour, treize maisons ont été brûlées.

Quatorze autres ont eu le même sort, rue Amour, entre Espagne et Poète.

Rue Espagne, entre Craps et Amour, cinq maisons ont été réduites en cendres et deux ont été considérablement endommagées.

Quatre autres ont eu le même sort et quatre autres endommagées, rue Poète, entre les Bons Enfants et Remparts.

Rue des Remparts, entre Espagne et Poète, sept maisons ont été réduites en cendres.

Une maison, rue Craps, entre Espagne et Poète, a été considérablement endommagée.

Au No 548 rue Craps, une maison en bois appartenant à M. Patrick Marnier et assurée pour $6,500 à la Compagnie du Germania, a été consumée. Une autre située au No 550 de la même rue, appartenant également à Patrick Marnier, a été détruite.

Deux maisons situées aux Nos 553 et 551 de la même rue, appartenant, la première à Mme Malhesson, la seconde à B. Hart, et assurées toutes les deux pour une somme [illegible] ont été détruites.

Une maison en bois, appartenant à Mme Kennedy, au coin des rues Poète et Craps.

Rue Poète, les maisons suivantes ont été détruites.

Le No 54, appartenant à Mme Jacobs.

Le No 52, appartenant à M. Rosche et habitée par lui. Pertes couvertes par une assurance.

Le No 50, appartenant à M. Blanchin et habitée par [illegible] Lemasseur; les pertes sont couvertes par une assurance.

Le No 48, appartenant à M. Collins. Pas d'assurance.

Le No 46, appartenant à MM. Rochereau & Co. Pertes couvertes par une assurance.

Le No 46, appartenant à M. Dorey. Pertes partiellement couvertes par une assurance.

Rue Dauphine, voici la liste des maisons qui ont été consumées:

La maison située au No 539, appartenant à M. Shultz et habitée par M. Dalon. Endommagée.

La maison sise au No 535, appartenant à madame Irvah et habitée par M. Goe. Assurée pour $1,900 à la Compagnie des Marchands.

La maison sise au No 531, appartenant au docteur Adams. Assurée pour $1600.

Rue Espagne, les deux maisons suivantes ont été endommagées: La maison sise au No 59, appartenant à M. Barlow et habitée par M. Swetenham. Assurée pour $5000 à la Compagnie des Marchands.

La milice de l'Etat s'organise rapidement, sous les ordres du major-général Waggaman. Le nombre de citoyens qui se présentent pour se faire enrôler chaque jour est si considérable même, que le général a dû faire établir d'autres bureaux d'enrôlement dans différents Districts de la ville.

Nous apprenons que le gouverneur McEnery a nommé hier le colonel F. N. Ogden brigadier général de la première division de la Louisiane.

Nous ne pouvons trop engager les jeunes gens à faire partie de la milice de l'Etat qui doit soutenir le gouvernement du peuple.

TEMPERATURE.—27 février 1873.

Thermomètre de C. Duhamel, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 A. M.	54	12
12 M.	74	23
3 P. M.	76	24
6 P. M.	68	20

Législature de la Louisiane.

Séance du 27 février 1873.

SÉNAT.

Le comité d'enrôlement fait un rapport favorable sur la résolution requérant le gouverneur de convoquer le peuple pour décider si le gouvernement dans le plein exercice de son pouvoir.

Le même comité fait aussi un rapport favorable sur l'acte autorisant le gouverneur à destituer certains officiers publics et à les remplacer *ad interim*.

Un message de la Chambre demande un second concours à la résolution joint approuvant la proclamation du gouvernement, lancée le 19 de ce mois, qui ordonne une nouvelle élection dans les 1er, 5me, 6me, 10me, 12me, 15me, 18me et 22me districts sénatoriaux.

Le président nomme MM. Jones et Herron, du comité chargé de conférer avec le comité de réception relativement aux mesures nécessaires pour l'installation du gouvernement dans l'exercice de ses fonctions.

Les deux Chambres se réunissent en séance exécutive. Après deux heures et demie la séance exécutive est levée et le Sénat s'ajourne au lendemain.

CHAMBRE.

M. Stevens présente une résolution approuvant la proclamation du gouverneur qui ordonne une nouvelle élection dans différents districts sénatoriaux.

Le résolution subit une lecture finale et est envoyée au Sénat.

M. Eustis se lève pour une question de privilège et dit, qu'il a beaucoup admiré l'éloquence et la parole facile de son collègue de la ville. Il croit toujours sincères les sentiments dictés par le patriotisme. Mon collègue, dit-il, propose une Exécutif et une des branches de notre corps législatif, le Sénat, qui sont occupés sérieusement de notre situation critique, dès le commencement de la session, et lui [illegible] que l'autre branche [illegible] Chambre n'a pas répondu à ce mouvement et a invariablement différé toutes les questions importantes qui se sont présentées. Je déclare que cette assertion est mal fondée, car je suis persuadé que tous ceux qui sont ici se sont engagés à défendre les intérêts du pays et de leurs constituants, et s'ils ont combattu toute précipitation, c'est que la nature des questions l'exigeait.

M Eliott demande que toutes ces allusions personnelles cessent. Nous avons travaillé jusqu'ici, dit-il, avec beaucoup d'harmonie et il serait malheureux que nous nous livrer à des moments à l'humeur, nous oublissions la noble mission que nous nous sommes promis de remplir envers le pays. Travaillons donc avec persévérance, et soyez sûr qu'il y a un Dieu, justice nous sera faite et nous sortirons victorieux de cette lutte acharnée.

La séance est suspendue pendant trois quarts d'heure et les deux chambres se retirent ensemble en séance exécutive.

A trois heures et demie l'Assemblée entre en séance publique, mais faute de quorum dans la Chambre l'élection du sénateur au Congrès est renvoyée.

Le Sénat se retire dans sa salle et la Chambre s'ajourne.

Pseudo-Législature.

Séance du 27 février.

SÉNAT.

M. Brewster demande la reconsidération du bill des impressions et dit que jusqu'ici l'Etat avait payé un dollar par carré parce que ce dollar était payé en warrants, mais aujourd'hui qu'il est payé comptant, la rémunération lui paraît beaucoup trop forte.

Le président décide que la motion est contre l'ordre en ce moment.

Les divers comités soumettent leurs rapports.

Le bill de M. Twitchell pour forcer le paiement des taxes est référé au comité de finance.

Le bill pour incorporer la compagnie de dépôt et la banque d'Epargnes de Shreveport, est adopté.

Un bill relatif aux warrants de la police métropolitaine, passe.

M. Blackburn revient sur le bill des impressions et demande que le mot "comptant" soit biffé de la section 4 et que le prix soit payé en warrants d'Etat. Le bill ainsi est adopté.

Sur motion le Sénat s'ajourne à vendredi.

CHAMBRE.

Concours est donné aux amendements du Sénat au bill allouant $275,000 pour les frais de la session législative.

M. Hahn présente une résolution pour inviter le Président à faire une tournée dans le Sud. La résolution est déposée.

Une résolution de M. Gair pour tenir des séances du soir est déposée.

Un bill de M. Hagerty pour retirer la charte accordée à la Compagnie de la Loterie de la Louisiane, si, après examen et enquête il est prouvé qu'elle a failli aux chances lui [illegible], est référé au comité des corporations.

M. Cousin donne avis qu'il présentera un bill interdisant de brûler les herbes avant d'avoir prévenu les habitants des environs.

Un message du gouverneur annonce qu'il a signé plusieurs bills.

M. Revell présente un bill pour capitaliser la dette de la ville et pour limiter la dette.

M. Devesin présente un bill pour incorporer la Compagnie sanitaire "Crescent City."

Par M. Greene.—Un bill abolissant la barrière des inspecteurs de farine.

Par M. Dathez.—Un bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de Carrollton et Kennerville. Référé.

Par M. Jewell.—Un bill pour rappeler les lois de la session extraordinaire de 1870 et 71 et 72, relatif au Parc de la Nouvelle-Orléans, pour abolir le Bureau des commissaires et la taxe du Parc, etc.

Un bill relatif à l'emprisonnement de la police est mis à l'ordre du jour de demain.

Le bill du Sénat autorisant les juges des cours de district à juger en chambre particulière, c'est-à-dire hors de cour, les causes concernant les collecteurs de taxe en défaut et leurs cautions, passe.

Le bill du Sénat incorporant l'Association du monument de Dunn, passe.

Le traitement du juge de la Cour Supérieure est réglé de $6000 à $8000.

Le bill du Sénat abolissant la session de la Cour Suprême aux Opelousas et changeant le terme la session de cette cour à Monroe, est référé au comité judiciaire.

Le bill du Sénat requérant des officiers d'Etat qu'ils reconnaissent comme restaurés tous leurs droits civils et politiques, et notamment les pouvoirs qui ont été conférés, passe.

Le bill du Sénat allouant $95,000 pour payer les comptes de 1871 et 1872, passe définitivement.

Le bill du Sénat pour protéger les droits civils de tout le monde passe par 58 contre 1.

M. Gair demande que les noms des membres absents au moment du vote, soient insérés dans le journal. Adopté à l'unanimité.

La Chambre s'ajourne au lendemain à 11 heures.

—Une nouvelle dignité vient d'être conférée à M. Thiers.

Cette dignité est celle de grand référendaire du Portugal, civil et politique de Notre Dame de Villa-Vicosa (Portugal). Cet ordre fort recherché, a été à peu près exclusivement réservé jusqu'ici aux Portugais seuls. M. Thiers est aujourd'hui, avec le roi de Saxe, le seul étranger qui en soit revêtu.

M. Thiers avait déjà reçu d'ailleurs du roi de Portugal, pour lui, temporairement la Commune, l'ordre de la Tour et l'Epée.

On voit que les ordres étrangers ne s'obtiennent pas aussi facilement que certains pluvistes incompris s'efforcent de le faire croire.

Décédée hier, le 27 à huit heures du matin, MARIE LOUISE, née de cette note, fille de FELIX C. FORSTALL et de MARIE VERLOR DEJEST.

Décédé hier, 27 février, à 2 heures et demie de l'après-midi, P. ULRICH; âgé de trente-cinq ans et huit mois; natif d'Allemagne et résidant de cette ville depuis 23 ans.

Nos confrères auront lieu aujourd'hui, à quatre heures de l'après midi. Le convoi partira de sa dernière résidence, No 59, rue de la Course.

Chambres de l'Association de Bienfaisance des Jeunes Gens.—Nouvelle-Orléans, 28 février 1873.—Les officiers et les membres des Y.M.B.A. sont respectueusement priés de s'assembler à leur salle ensoleillée des rues Dumaine et Exchange Alley, à trois heures précises de l'après midi, à l'effet de rendre les derniers devoirs à leur défunt frère P. ULRICH.

On compte sur la présence ponctuelle des membres.

Par ordre de AUG. IVEY, Président.
C. STROHL, secrétaire. 2tdév—1

SERVICE FUNÈBRE.

Un service funèbre sera célébré demain, 1er mars, 1873, à 4 heures du matin, à l'Eglise de Notre Dame du Sacré Cœur, pour le repos de l'âme de feu MANUEL MOREAU. Les amis et connaissances des familles, Moreau et Rivet sont priés d'assister à la cérémonie religieuse.

TAPIS ET RIDEAUX.

17 Chartres...A. BROUSSEAU...17 Chartres

IMPORTATEUR ET MARCHAND
En Gros et en Détail
DE TAPIS.

TOILE CIRÉE pour parquet,
NATTES,
STORES,
RIDEAUX Dentelle,
MATÉRIAUX pour
Meubles et
GARNITURES,
etc., etc.

23 fév—4t—PP

Associations des Enfants de Marie.—Service pour le repos de l'âme du père TURGIS, à l'église St Augustin, Lundi prochain, le 3 de mars, à 7 heures du matin. Les dames sont priées d'assister au service pour le repos de l'âme de leur [illegible]. Tous ses amis sont invités à [illegible]
Mme FELIX LABATUT,
Présidente.
1tév—

S. I. C.

2——28.——7 1/2.

SPECIAL.

Très important.

27 fév—2t

Société Française de Bienfaisance et d'Assistance Mutuelle.—Monsieur le Président ordonne les ordre aient que la charte qui nous a été accordée par l'Etat de la Louisiane doit expirer très prochainement. Il convoque, en conséquence, en Loge la réunion générale pour DIMANCHE, 2 courant, 2 mars, à 4 heures précises P.M., pour prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité et notre existence comme société de bienfaisance et d'assistance mutuelle.

Il n'est pas nécessaire d'ajouter que la présence de tous les sociétaires est requise.

Ordre du Président.
Le Secrétaire,
A. BARBIER.

27fév—

Avis.

Toutes personnes ayant des informations en sachant où se trouve maintenant SUZANNE MARIE LOUISE, épouse de feu JULES PECHIN sont requises de les faire parvenir à M. 231 Gravier, 1 st.
New York.

2tfév—2f

Avis.

Le soussigné ayant vendu, par acte devant H. Bertel, notaire, le fonds de commerce, ainsi que sa femme, M. THIE DE CORNU, tous deux résidant et domiciliés dans la société ALFRED CORNU & Co., dite ancienne maison Alf. Cornu & Bro., se trouve dissoute à partir de ce jour.

ALFRED CORNU.

Demande.

On demande pour un Canal No 166, chez M. VAILLANT, Officier de dames, une DAME DE CHAMBRE qui [illegible] CHEVEUX EN CHEVAUX parlant anglais et français. 26fév—3t

AVIS.

En débarquement du Steamship Louisiana,

VENANT DE BORDEAUX.

92 Barriques VIN ROUGE, Côte de Chalons,
10 " Castelnaudary,
100 barils VIN BLANC, Château de Carbon,
10 caisses CURAÇAO sec,
20 " CACAU, VANILLE et CHOUVA,
15 " EAU DE VIE DE DANTZICK,
20 " CHARTREUSE Verte et Jaune,
20 " KIRSCH, Hoffman Furly,
5 pipes RHUM de la Jamaïque,
10 quarts SHERRY Pie,
10 " SHERRY "Ultra Sec",
10 " PORTO "Pic et Extra Sec",
40 " CAMUS,
40 " QUINQUINA et Cognacs,
20 paniers de 4 litres de do
30 barriques VIN ROUGE, Côte de Bourg,
30 " "
15 " "
20 " Prunes,

et à vendre par C. CAVAROC & SON,
26 fév—1f 5 et 7 Exchange Place.

POMMES DE TERRE. GIGNON.

POMMES DE TERRE.

Pommes de terre.—1400 barils Rosette et Peach Blows, Ohio River, Choix.
1000 Sir Jackson Whites, Early Rose, Goodrich, London, Lady's and Pink Eyes, pour planter, en quantité—Un magasin
Oignons—20 barils oignons à potage prêparés.
Pommes de terre—600 barils, en cale et débarquement du bateau à vapeur City of Cairo, de St Louis.

J. C. MURPHY & CO.
26 fév—3f en No 26 de la rue Poydras.

Instruments de Chirurgie

DE LA FABRIQUE DE GEO. TIEMANN & CO.,

Un assortiment varié en magasin et à vendre par

FREDERICKSON & HARTE,
Au No 139 de la rue du Canal,
PP Bâtisse Tosca.

Les étrangers et les habitants de la Nouvelle-Orléans qui désirent acheter, à bon marché, des ARTICLES DE FANTAISIE, tels que: GANTS DE PEAU, GARNITURES, DENTELLES, RUBANS, PANIERS, VERRERIE, &c.,

— Doivent aller chez —

GUEBLE & NIPPERT

127.....RUE DU CANAL.....127

Qui maintient leur département de détail et vendent tout leur stock au-dessous du petit comptant.

— On peut y acheter —

GANTS de PEAU pour dames et enfants à 75 c. la paire, à $1 la paire, à $1 la paire.
Un joli nouveau CORSET, de Paris, à $1.
Le célèbre CHEMISIER imprimé de 1m à $2 la douzaine.

— Avec des rabais considérables sur —

EVENTAILS, BIJOUTERIE,
BRETELLES à ravage fantaisie,
PANIERS, Brosses et Peignes,
PARFUMERIE, Verrerie de Bohême,
VASES de porcelaine, etc.

Nota. Les personnes ayant des armes à donner en échange pour le payer, sont priées de s'adresser à M. FINAUD, 25 Perdido.

Par le Gouverneur:
WALTER S. LONG,
Remplissant les fonctions d'Assistant-Secrétaire d'Etat.
26 fév—3t

Importation directe, par steamer Frankfurt,

AVIS AUX GOURMETS ET AUX RENOMMÉES.

Véritable Liqueur et Fleurs du Dr. Laville, préparées par Charles Arnault, ancien pharmacien et associé du Dr. Laville.
John G. Monroe, 50, rue Royale, seul agent pour les Etats-Unis.

NOUS avons l'honneur d'annoncer à nos amis, aux pratiques et aux pharmaciens en général, que nous venons de recevoir une nouvelle importation de cette célèbre liqueur et fleurs, que nous offrons à des conditions très avantageuses. Nous ferons aux droguistes et aux pharmaciens des conditions très libérales.

G. DE FERIET & CO.
28 rue Royale.

Le public est prévenu de ne rien [illegible] des contrefaçons.
1tév—1m

MM. Sazerac de Forge & Fils,

d'Angoulême, (France),

Nous ayant accordé notre agence, à la Nouvelle-Orléans, pour la vente de leurs célèbres cognac-de-vie, nous sommes prêts à remplir les ordres pour l'importation directe, en douane ou en magasin, les droits payés.

THOS. H. HANDY, & Co.
27 fév—12t 14 et 16 de la rue Royale

En débarquement du steamship *Louisiana* de Bordeaux.

60 barriques Vin Rouge, Ste Marguerite,
20 " " Ste Emilion,
10 " Vin blanc,
12 barriques Vin blanc, Graves,
10 caisses Vin blanc, Sauterne,
10 " " Barsac,
10 " " Preignac,
10 " " Carbonnieux,
A vendre par
A. ROUSSEAU & CO.,
27 fév—3t 10 et 12 rue Royale.

Officiel.

QUARTIERS-GÉNÉRAUX,
Bureau de l'Aide-de-Camp du Gouverneur.
Nlle-Orléans, 27 février 1873.

PREMIERE DIVISION.

Comme il est évident vu le grand nombre de citoyens qui se présentent sur ce seul point pour se faire enrôler, d'après l'appel du gouverneur, qu'il est urgent de désigner d'autres points où cet enrôlement pourrait se faire, il est ordonné par le présent, qu'à partir de cette date, les dits ont recommandé de former ses bureaux ci-après:

BUREAUX D'ENROLEMENTS.

Premier District.

No 128 rue Tchoupitoulas, quelques rue St-Joseph.
La Nouvelle ou Comptoir de City Hotel.

Deuxième District.

46, rue Ste-Anne, entre Chartres et Royale.
Enseignes Quartier et Chartres.
Enseignes Claiborne et Douane.

Troisième District.

Faubourg Hall, enseignes des rues Bagatelle et Moreau.
Franklin Hall, enseignes des rues Hughes et Peters.
J. F. Pelletier, enseignes des rues Independance et Peters.
Club Impérial, rue Peters, près des Abattoirs.

Quatrième District.

Rue Harmonie, en face du Ninth Street Market.
Enseignes des rues Magazine et Washington.
Au Upper City Hotel, enseignes des rues Josephine et Magazine.
Louis Branch Exchange, au No 1 de la rue Josephine.

Cinquième District.

White Hall, enseignes des rues Valence et Prytania.
Bureau de [illegible]

E. WAGGAMAN,
Major Général Commandant.
ELLIS, A. A.G. Odn. 26fév—

OFFICIEL.

ETAT DE LA LOUISIANE,
Bureau de l'Adjudant Général,
Nlle-Orléans, 27 février 1873.

(Ordres Généraux No 12)

1.—Les officiers-commandants de la Milice de l'Etat de la Louisiane dans les garnisons de la même nom, par le présent, requis d'organiser immédiatement leurs commandements respectif, et d'envoyer leur liste d'enrôlement à ces Quartiers-Généraux.

Par ordre du Commandant en Chef,
H. PITCHER, Adj-Gén.
27fév—2f

Proclamation.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Bureau de l'Exécutif,
Nouvelle-Orléans, 26 février 1873.

En vertu de l'autorité que je tiens de la Constitution et des lois de l'Etat, MOI, JOHN MCENERY, gouverneur de l'Etat de la Louisiane, fais par le présent ordre à tous les citoyens de la paroisse d'Orléans, âgés de dix huit à quarante-cinq ans, nommés et astes au service de la milice, de se rapporter immédiatement au quartier-général du major-général Eugène Waggaman, première division de la milice de la